Le recours à des tiers

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La PSN02 permet à une entreprise de s'appuyer sur un tiers pour l'identification, la vérification et l'établissement de l'objet de la relation dans le cadre de la CDD. Trois conditions s'appliquent. Le tiers doit lui-même être soumis à des exigences de LBC/FT conformes à la norme du GAFI et surveillé à ce titre. L'entreprise doit obtenir immédiatement les informations de CDD et pouvoir se procurer sans délai, sur demande, les documents sous-jacents. L'entreprise reste responsable du résultat.[1] La surveillance continue ne peut pas être déléguée au titre de cette disposition, mais elle peut être externalisée en tant que service conformément aux Guidelines on Outsourcing (chapitre VII). L'entreprise doit documenter l'évaluation du tiers et la revoir périodiquement.

Le recours à des tiers est surtout pertinent dans deux configurations. La première est intragroupe : une MPI singapourienne s'appuie sur la CDD effectuée par sa société sœur zougoise pour un client commun. La question est alors de savoir si l'entité zougoise, en tant que membre d'un organisme d'autorégulation suisse au sens de la loi sur le blanchiment d'argent (LBA), satisfait au critère « soumis et surveillé ». À mon avis, c'est le cas, puisque le GAFI reconnaît la surveillance par les OAR comme une surveillance adéquate des intermédiaires financiers suisses. L'entreprise singapourienne doit toutefois documenter cette analyse et continuer à filtrer et à

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

surveiller pour son propre compte. Le chapitre VIII développe ce point. La seconde configuration est le recours à un apporteur d'affaires (introducing broker) ou à une société fiduciaire agréée qui apporte une structure cliente. L'entreprise singapourienne ne doit pas se contenter du résumé de l'apporteur. Elle doit détenir elle-même les données d'identification et être en mesure de produire les documents lors d'une inspection.

Élément de CDD	**Standard (PSN02 para. 6)**	**Simplifiée (para. 7)**	**Renforcée (para. 8)**
Identifier le client et vérifier son identité	Requis avant la relation ou la transaction	Requis, avec une profondeur réduite	Requis
Bénéficiaire effectif	Identifier, vérification raisonnable	Identifier, possibilité de s'appuyer sur un registre public pour les entités à faible risque	Identifier et vérifier, avec organigramme de la structure
Objet et nature	Requis	Peut être déduit du produit	Documenté en détail
Origine des fonds	Lorsque le risque le justifie	En général non	Requise
Origine du patrimoine	En général non	Non requise	Requise
Accord de la direction générale	Non requis	Non requis	Requis pour l'ouverture et la poursuite
Fréquence des revues	2–3 ans, revues ponctuelles	Cycle plus long	Annuelle et ponctuelle
Filtrage	Entrée en relation et périodique	Entrée en relation et périodique	Entrée en relation, périodique, recherche renforcée d'informations défavorables dans les médias

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. MAS Notice PSN02, para. 9 (exécution des mesures par des tiers). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com